

# Madagascar, une démocratie contrefaite

GEC Europe - Olivier Vallée - 22/11/18



**Tandis que les récentes élections présidentielles donnent à l'État malgache une apparence démocratique, l'intervention des puissances étrangères joue un rôle prépondérant.**

*Par Olivier Vallée*

Le premier tour de l'élection présidentielle la plus ouverte que Madagascar ait connu depuis ces dernières années vient d'avoir lieu à Madagascar. Selon la commission électorale nationale indépendante (CENI), plus de quatre millions et demi d'électeurs se sont mobilisés le 7 novembre sur un effectif inscrit de neuf millions et demi de personnes. Avec un peu plus de 80 pour cent des bulletins de [votes traités](#), deux candidats dominent. L'ancien maire de Tananarive, Andry Rajoelina a obtenu 39 pour cent des voix. Marc Ravalomanana, l'ancien président de la République, déchu par le coup d'État de ce même Andry Rajoelina en 2009, a obtenu 35 pour cent. Le président sortant, Hery Rajaonarimampianina, n'a obtenu que 7 pour cent des voix.

La phase préélectorale a été semée de coups de force dont des menaces contre le président en exercice et l'imposition d'un gouvernement d'union nationale reflétant la mainmise du candidat Rajoelina sur le parlement et sur une bonne partie de la classe politique. Ce sont les faits les plus saillants de ce processus caractérisé par des manœuvres complexes dont des tentatives de report des dates arrêtées. Mais s'arrêter à ces distorsions ne suffit pas.

Il faut rappeler de nouveau le substrat du processus électoral caractérisé par l'insertion de nouvelles factions criminelles dans la politique et dans les configurations partisans héritières mal en point d'une troisième république malgache déchirée par des guerres civiles de faible intensité. Ce serait aussi sous-estimer le poids de l'armée et l'intrusion des puissances extérieures dans une épreuve qui marginalise les éventuelles alternatives aux rentiers du pillage des ressources naturelles de l'île.

## **L'irruption du moment Ravalomanana**

Brian Klaas, important politiste de la LSE, a théorisé l'existence d'un effet Madagascar pour décrire la tendance des gouvernements occidentaux à accepter des normes extrêmement lâches afin de pouvoir continuer à justifier leur collaboration avec des « démocraties contrefaites » (*counterfeit democracies*). Île continent de presque 25 millions

d'habitants longée par le canal du Mozambique et baignée de ses courants agités, Madagascar semble offrir un exemple remarquable de l'extrême fluidité du terme « démocratie », et par conséquent, de la difficulté de son mode d'emploi.

Madagascar est-elle bien une [fake democracy](#) ? [La bévue](#) des partenaires extérieurs de Madagascar sur l'histoire des guerres civiles durant la IIIème République malgache fait accroire à une progression du pays vers un stade démocratique, mesurée par l'observation des conditions du choix procédural des électeurs. Or le bilan des élections de 2013 qui ont porté au pouvoir Hery Rajaonarimampianina n'a toujours pas été ni diffusé, ni analysé ni validé. Si les observateurs de l'UE ont [conclu](#) « provisoirement » que les élections avaient été « libres, honnêtes et démocratiques », le rapport final ne put éviter de reconnaître que le financement de la campagne des candidats les plus puissants provenait de fonds illicites sans contrôle, que des millions de personnes n'avaient pas été enrôlés et que de nombreux votes avaient été achetés. En outre, comme [nous avons pu l'observer sur le terrain](#), les forces de sécurité ont joué un rôle déterminant dans le processus électoral, en menaçant, dissuadant et orientant les acteurs principaux et les opposants au régime de la Transition. Ces pratiques ne se situent pas pour autant en rupture avec le [phénomène récurrent](#) d'éviction des citoyens au moment crucial de la désignation de leurs représentants comme durant l'exercice de la [relation](#) entre gouvernants et gouvernés.

Dès lors la reconnaissance de la validité des élections devient surtout une affaire géopolitique. [Georges Serre](#), conseiller à la cellule africaine de l'Élysée, théorisa en 1998 : « *de même que les États-Unis ont leur arrière-cour en Amérique latine, la France a besoin d'avoir son arrière-cour en Afrique* ». Plus tard, en place auprès d'Hubert Védrine, Serre certifiait que Ravalomanana, n'avait pas gagné les élections de 2001. La victoire électorale de Ravalomanana, entrepreneur d'un type nouveau, devenait ainsi un objet non identifié dans la galaxie franco-africaine, aussi invraisemblable que l'arrivée de Paul Kagamé au Rwanda, défiant les amis de François Mitterrand et de l'armée française.

La contestation des élections de 2002, à l'intérieur et depuis l'extérieur encourage alors une guerre civile larvée qui voit les gouverneurs des six provinces rejeter l'autorité du président élu, partagés entre le pouvoir de Ratsiraka, président de la République de 1975 à 1993 et à nouveau de 1997 à 2002, et celui de la nouvelle équipe dirigée par le Premier ministre nommé par Marc Ravalomanana. Les milices de Ratsiraka et une partie des troupes s'activent à bloquer la capitale. Ce faisant, ils ravivent une division de longue durée entre originaires des hauts plateaux et des côtes, bien que Ravalomanana soit assez bien élu à cette époque dans nombre de zones côtières, à l'exception du Nord.

Les bonnes fées de l'extérieur trouvaient un charme à Ratsiraka, ancien du club des présidents à vie. Il avait entamé des réformes dont on perçoit aujourd'hui les résultats: la libéralisation de l'économie malgache est accomplie même si elle a bénéficié surtout aux [Indo-pakistanaïes](#) et aux étrangers, les zones franches prospèrent, les investisseurs reviennent. Il semblait déjà dommage de partir dans l'incertitude avec un *outsider* qui aurait été le premier merina à la tête du pays. Les électeurs malgaches au moment où leur choix, fût-il contestable, se trouve avéré, se heurtent à l'ingénierie internationale de la transition électorale.

### **L'arbitrage militaire et la pression extérieure**

La démocratie à Madagascar peut parfois sembler plus [affaire de rituel](#) que de légitimité à exercer le pouvoir. Dans le contexte des grèves générales des supporters de Ravalomanana en 2002 et pendant l'impasse du tête-à-tête organisé par le président du Sénégal à Dakar en avril de la même année pour concilier le businessman anglophone avec le vieux Ratsiraka, c'est l'armée qui a donné le ton. Le général Rajaonson, chef d'État-major de Ratsiraka, s'incline devant son successeur nommé par le président élu, le général Rawafimandy. En parallèle, le chef de la gendarmerie [rallie](#) le camp de Ravalomanana. Ce dernier ordonne le démantèlement des barrages et des résistances à la circulation et à l'autorité. Ce n'est que pour gagner peu à peu la reconnaissance officielle des puissances européennes et des États-Unis, que le nouveau régime suit par détours alambiqués la procédure de légitimation factice des élections exigé par l'Union africaine.

Cet épisode brûlant semble s'inscrire dans une tradition historique, comme le rappelle l'une des meilleures [histoires de Madagascar](#) produites à ce jour où les auteurs évoquent le contexte colonial : « *Le rôle significatif joué par les puissances étrangères dans la compétition présidentielle a été une considérable innovation liée au combat politique titanesque qui marqua le début du XIXe siècle à Madagascar. Ainsi l'Algérie fournit à Ratsiraka de l'équipement militaire avant même l'affaire des mercenaires que la France empêcha de décoller* » [1]. Derrière les manœuvres diplomatiques et les contorsions de la gestion apaisée des conflits, la violence reste un recours pour trancher le nœud gordien d'une démocratie encore embryonnaire et d'un processus électoral plein de failles.

Tout cela peut sembler révolu après le coup d'État de 2009 et les élections de 2013, longtemps attendues pour clore la Transition accordée par l'Union africaine au putschiste Rajoelina et gérée mollement par la Communauté de développement de l'Afrique australe (COMESA). Pourtant la France a continué à jouer un rôle déterminant avant et lors des dernières élections de 2013. [Expression parfaite de la politique du label](#), elle refuse de qualifier [2] de coup d'État le renversement de Ravalomanana [3]. Jean-Marc Châtaignier, ambassadeur de France [4], est le premier à rencontrer

Rajoelina, et restera proche de son entourage après le coup d'État. La coopération sera maintenue, affirme le nouveau représentant français alors que les autres pays européens interrompent leur aide et considèrent la manœuvre de Rajoelina comme un renversement du président légitime. Après l'intermède Jean-Christophe Belliard qui succède à Jean-Marc Châtaignier, le quai d'Orsay [corroboire et active](#) l'élimination des candidatures des trois grands challengers [5], au profit de l'actuel président, Rajaonarimampianina. Ce dernier l'emporte en 2013 dans des conditions contestables mais non critiquées. Une fois de plus le contexte a favorisé des arrangements légaux et des bricolages sur le terrain. La [tutelle internationale](#) [6] [faible](#) simule un « *Peace building process* », plein de compromis et de biais, en particulier concernant le retard des élections et la sélection des candidats, un blocus de l'aide internationale (hormis les secteurs sociaux), des interférences de l'armée dans le processus institutionnel et matériel des élections.

### **One more time**

En 2018, le président élu en 2013 et son équipe essayent de renouveler le hold-up de 2013 en bannissant de nouveau les deux candidats majeurs, Ravalomanana et Rajoelina. Le pouvoir en place a sans doute un soutien implicite d'une partie des institutions internationales qui privilégient la croissance et la réduction de la pauvreté [7]. Face à une remise en cause des lois électorales, les députés de l'Assemblée nationale votent [une nouvelle procédure d'empêchement](#) à l'encontre de Rajaonarimampianina. Une recette qui avait déjà coûté jadis sa présidence à Albert Zafy et permis à Ratsiraka de revenir au pouvoir de façon inespérée. Le président Rajaonarimampianina [8] [dénonce](#) alors une tentative de « *coup d'État* » et le gouvernement accuse l'opposition de conduire des « *opérations de déstabilisation du régime en place* ». Quant à l'armée, elle semble vouloir jouer les modératrices dans ce crescendo verbal. Si le général et ministre de la Défense Béni Xavier Rasolofonirina a affirmé que « *les forces de l'ordre vont accomplir leur devoir de protéger la population et ses biens* », il a vite montré que ce soutien au gouvernement aurait des limites. Dans la foulée, il a ainsi refusé de voir « *Madagascar devenir à nouveau un champ de bataille* » et a exigé que les hommes politiques trouvent « *une solution* » qui conduise « *impérativement vers des élections, selon les délais et les conditions prescrits par la loi fondamentale* ».

Béni Xavier Rasolofonirina n'en est pas à sa première incursion dans le champ politique. Il reste toutefois dans une ambiguïté de langage chère à la grande muette malgache. Il est par ailleurs soutenu par Paris et pourrait être l'arbitre d'un affrontement entre Ravalomanana et Rajoelina au cas où le second tour prévu en décembre ne produirait pas un résultat net. Il s'était déjà manifesté le 8 janvier 2018 à propos des élections, par quelques sous-entendus : « *Une élection acceptée de tous passe par le respect de la loi. Madagascar est un État de droit et tous, sans exception, quel que soit son statut ou sa fonction, doivent se plier à la loi, en particulier nous, au sein des forces de défense et de sécurité* ». Durant le processus électoral, ajoutait-il les militaires joueront également un rôle de modérateur, et le cas échéant, de « *médiateur* »

### **De l'empêchement à l'entrisme**

Face aux frondeurs exigeant le retrait de projet de modification de la loi électorale et réclamant la démission du président, Hery Rajaonarimampianina a fini par céder et même accepter un gouvernement d'union nationale entre son parti le HVM et les hommes du MAPAR.

Désigné par le coup de force des députés en avril 2018, c'est le Premier Ministre Christian Ntsay, qui doit [mener le processus électoral](#) à terme [9]. Il s'agit d'un côtier, issu du sérail politique puisqu'il occupait déjà les postes les plus rentables des sociétés d'État sous Ratsiraka. Ministre de Ravalomanana lors de son premier mandat, il est ensuite proposé comme chef du gouvernement d'union nationale en 2018 par le MAPAR. Les principaux candidats au premier tour des élections du 7 novembre 2017 sont originaires des hauts plateaux. La presse anglo-saxonne les désigne ainsi : le comptable (Rajaonarimampianina), le laitier (Ravalomanana) et le DJ (Rajoelina). Le trio se connaît bien et partage de la haine réciproque comme des intérêts communs, à savoir la relation tournante de la classe politique et la défense des élites. Les hommes de Ratsiraka, par exemple, se sont ralliés au comptable avec lequel ils ont piloté ces cinq dernières années la communication avec les Institutions de Bretton Wood et les investisseurs, principalement Chinois et Russes. La scène est prête et dans ses coulisses attendent les véritables acteurs, complices d'un despotisme masqué par de cérémonieuses compétitions électorales.

### **Le refrain éculé de la pauvreté**

Comme l'observent de nombreux observateurs étrangers, la directrice de recherche de l'IRD, [Mireille Razafindrakoto](#) [10], répète que la population se préoccupe surtout dans la compétition politique au sommet de l'aggravation de la pauvreté. Cette appréciation est discutable et elle aboutit à dépolitiser la question de la gouvernance criminelle. Or, [l'économie illégale envahit aujourd'hui tous les secteurs de l'économie sources de devises](#), de l'or à la vanille : « *hot money* » et « *cold beer* » [12] se répandent dans les régions minières et agricoles. Si la pauvreté réelle ne se réduit pas, la circulation monétaire s'accélère et l'accès aux biens s'étend à de nouveaux groupes. Face à cette richesse étalée hors des grandes villes, l'insécurité persiste. Par exemple, la hausse du prix de la vanille métamorphose sa capitale, Sambava, excitant vols et convoitise. Des milices d'autodéfense se sont développées [12], comme l'explique

le *New York Times*, nourrissant un peu plus la défiance des victimes des tentatives de régulation de l'exploitation des ressources naturelles par l'administration. De plus, ce pillage des richesses naturelles met en exergue de [nouvelles icônes de réussite](#), dont l'évergétisme est un levier contre les pouvoirs publics : « *beaucoup d'exploitants historiques du bois de rose sont connus pour leur goût du luxe ostentatoire. Véhicules 4x4 grand luxe du dernier modèle, avion privé [...] grandes fêtes populaires [...] quand il s'agit de mobiliser contre une mesure du gouvernement une population rurale que l'on amène par camions gratuitement depuis la brousse.* » [13].

La défiance de la population vis-à-vis de l'État n'est pas récente mais elle se renforce avec les exubérances d'une classe de loisirs et la perpétuation d'un État arbitraire et autoritaire. En témoigne la faible participation aux scrutins, en dépit de l'acharnement de la bureaucratie [nationale et internationale](#) [14] et du renouvellement de l'aide extérieure qui la nourrit. Ainsi les inscrits aux scrutins représentent une part réduite d'une population souvent sans état civil et exclue des listes électorales [15]. Aucune réelle distribution de cartes d'identité n'a été menée de 2013 à 2018. Alors que le premier tour des présidentielles de 2013 avait mobilisé plus que le second, 44% des inscrits n'avait pas voté. Le vainqueur du premier tour [16], Jean-Louis Robinson parvient à l'emporter car il représente [17] Ravalomanana, [interdit de vote](#). Hery Rajaonarimampianina échoue malgré la mobilisation de l'administration et des forces de sécurité en sa faveur. Il se rattrapera au second tour, en inversant l'écart enregistré au premier tour.

### **Les barons du bois de rose gagnent l'élection de 2013**

Pourquoi originaire des hauts plateaux, Hery Rajaonarimampianina est-il vaincu en 2013 dans sa région ? Comment fait-il ses meilleurs scores dans la Sava et les zones côtières. Il répète au premier tour de la présidentielle 2018 le même « exploit » dans la Sava. Ce n'est pas étonnant car l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP) [rapporte](#) que le coup d'État de 2009 était financé par les barons du bois de rose (une essence précieuse, version dégénérée du palissandre) [18]. Récompensés par le ministre des finances de la Haute Autorité de Transition (HAT), ceux-ci obtiennent des licences d'exportation du bois de rose. Le futur président devient ainsi leur obligé. La Sava, qui exporte bois de rose, vanille et autres produits tropicaux, est entre autres représentée à l'Assemblée par le tonitruant Jean Laiosa. Il a financé la campagne de Rajaonarimampianina en 2013 afin de mieux le compromettre et de s'éviter d'éventuels ennuis, passé l'enthousiasme électoral.

Après avoir fermé les yeux, trop heureux face à une élection formellement acceptée bien que détestable dans ses fondements, les bailleurs de fonds ont voulu profiter des échéances électorales de 2018 pour endiguer la destruction des forêts malgaches et canaliser les exportations de bois de rose. Les rendez-vous « démocratiques » sont l'une des rares occasions où les défenseurs de la biodiversité et des espèces protégées peuvent faire avancer auprès des grandes institutions de l'aide (IBW, UE, ONG) leurs dossiers. En août 2017, ces dernières financent [un business plan](#) [19] à soumettre à la *Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora* (CITES) lors de son Assemblée générale à Genève. Les exportateurs de bois de rose sentent planer la menace sur la bulle de prospérité qu'ils ont bâtie en exploitant illégalement la forêt.

Car n'oublions pas que depuis 2013, il existe un embargo sur les exportations malgaches de bois de rose. Pourtant, la filière commerciale et politique du bois de rose ne mobilise plus seulement les paysans ou les sans travail des provinces mais s'implante également dans la capitale. Les grands exportateurs siègent alors au Parlement et fréquentent les cabinets de la présidence, s'arrogeant la capacité de peser sur les candidatures électorales et d'investir les administrations et le système politique.

### **Un président affaibli, des élites fragmentées**

Élu dans des conditions électorales contestables, face à la fronde des nouveaux patrons de la démocratie criminelle et aux manœuvres constantes des candidats exclus en 2013, le président Rajaonarimampianina ne [fait pas le poids](#) [20] durant son mandat. Dépourvu de majorité et de véritable opposition, l'Assemblée nationale n'a reflété finalement que le résultat d'un scrutin où les électeurs avaient été manipulés, et les dépouillements en majorité truqués. Le filtre unitaire fabriqué par Ravalomanana, comme Ratsiraka avant lui, n'est pas parvenu à briser les clivages régionaux et locaux au Parlement. Tout comme le président Rajaonarimampianina, n'ayant pas fait de la résolution des difficultés économiques et sociales du pays son objectif, n'a pas réussi à réconcilier les forces en présence, traumatisées par une dizaine d'années de troubles et de rancœurs. Les nouveaux députés se sont alors empressés de se faire attribuer de copieuses indemnités avant de songer à leurs circonscriptions.

Déjà en 2015 [21], les députés avaient décidé [avec la procédure d'empêchement](#) d'accuser Rajaonarimampianina de mêler la religion au séculier, d'être incapable de trouver des solutions aux réguliers délestages de courant électrique, etc. La liste des griefs à son endroit était longue et le plus grave à venir. En avril 2018, les députés exigent sa destitution et la recomposition du gouvernement, cherchant ainsi à conquérir de nouvelles places de pouvoir afin de s'assurer des retombées des élections.

Pour l'auteur anonyme de « [Rosewood democracy in the political forests of Madagascar](#) » [22], l'Assemblée élue en 2013 porte en son sein l'élite du bois de rose [23], qui bouleverse l'organisation économique et sociale du pays. Cantonnée par les précédents régimes à son terroir politique et écologique, la mafia du bois de rose s'insinue en 2013 au cœur du système politique et instaure un État fantôme qui double l'État légal. Elle est en mesure désormais de renverser l'autorité présidentielle si celle-ci ose se rebeller contre les exigences des puissances de l'illicite.

Le trafic illégal du bois de rose, embarqué à partir des côtes malgaches sur des navires chinois ainsi que sur ceux du groupe Bolloré, a ainsi permis à quelques caciques locaux de gagner le soutien de leurs électeurs mais surtout de capturer les leaders nationaux et de les inféoder à leur réseau [24]. Cette nouvelle mouture démocratique ne cherche pas à consolider le régime du président Rajaonarimampianina mais plutôt à le déstabiliser [25] pour maintenir l'état fait d'une nouvelle économie politique, celle du bois de rose [26], qui n'œuvre ni à la reconstruction de l'État ni à sa dissolution, mais fait des interactions politiques et bureaucratiques un rapport mafieux et corrompu dont la procédure d'empêchement présidentiel a été l'une des manifestations visibles.

Le paradoxe est presque ironique. L'argent du bois de rose qui circule dans le pays et se transfère aussi dans les comptes *off-shore* est un instrument de manipulation politique autorisant les puissants d'une élite nouvelle (et élue) à enrayer les contrôles éventuels de leur enrichissement et de leurs activités [27]. Malgré cela, l'État et la démocratie malgache restent jugés au regard du pluralisme des partis politiques. On les associe donc à un [autoritarisme compétitif](#) [28] qui autorise la contestation électorale tout en rappelant [la faiblesse de l'État](#), forme hybride [29] où ne pointe aucune logique d'intérêt général.

### **Où est ta victoire ?**

L'instabilité et l'incertitude du système politique malgache n'indiquent ni une régression autoritaire ni une consolidation démocratique. Ce déséquilibre permanent est le régime de croisière d'un despotisme mou qui se durcit dans le moment électoral. Celui-ci révèle que l'exécutif, comme les autres pouvoirs, est sous l'influence d'une faction criminelle. L'affrontement dans les urnes ne relève donc pas tant d'une transition démocratique que de la prolongation d'un combat entre des élites fragmentées rangées derrière leurs champions, lesquels disposent d'assez de ressources pour gagner des voix nonobstant la prime à la fraude que l'argent et le pouvoir confèrent.

A quelques semaines du second tour, le DJ (prononcer Didjay) dispose de plusieurs atouts. Ses agents électoraux de 2018 sont les responsables du coup d'État de 2009 puis les acteurs des années de transition qui ont défait les acquis de Marc Ravalomanana. Ces derniers sont puissants et on compte parmi eux des groupes économiques et financiers malgaches, indo-pakistanaïens et une partie des Français ayant perçu l'arrivée du laitier comme une claque à la situation postcoloniale de fraude et de mépris envers la souveraineté malgache. Bien sûr, le DJ bénéficie également de sa jeunesse, de ses réseaux dans une génération montante bénéficiant de la rupture d'un certain nombre de codes anciens.

La liaison des "entrepreneurs" d'un type nouveau avec des activités illicites dans de nombreux domaines, y compris le trafic de personnes et de drogues, ne doit pas être une fois de plus ignorée. Cependant Rajoelina ne pourra l'emporter massivement sur les hauts plateaux car il est catholique et français. De fait il est perçu comme moins nationaliste que le laitier, dignitaire protestant et héritier d'une tradition de résistance au colonialisme français. Derrière ce dernier se mobilisent l'église calviniste malgache et la puissance montante des Évangéliques de Madagascar et de l'Amérique : de l'argent et des voix. Cependant, Ravalomanana doit se défaire de son image de faucon merina d'autant plus que les régions côtières avec les passe-droits de la période de la Haute Autorité de Transition sont enclines à rappeler le DJ.

Cultivant les alliances internationales jusqu'au dernier jour de son mandat, signant un accord de pêche décrié avec la Chine et cédant le chrome malgache aux Russes, Rajaonarimampianina est-il dans le fil de la cession des richesses du pays de ses prédécesseurs ou le dernier avatar d'un enrichissement personnel ?

Si Rajaonarimampianina est soutenu par la Chine, l'un des premiers investisseurs à Madagascar, il n'est pas sa seule carte. Beijing collaborera aussi bien avec l'un ou l'autre des deux challengers, tant la diaspora chinoise est maintenant implantée dans l'île. La Grande-Bretagne, en plein Brexit, n'est pas indifférente à son passé d'influence politique, militaire et culturelle, tandis que l'Afrique du Sud s'est efforcée de maintenir de bonnes relations avec Rajoelina comme avec Ravalomanana qu'elle a accueilli en exil. De fait, Pretoria et Londres ont des relations avec Madagascar que Paris n'a pas, malgré la cour assidue des présidentiables à l'égard de la Résidence de France à Tananarive. L'engagement des Anglo-saxons dans la protection de l'environnement les incite à aider les plus engagés dans ce domaine. Sans conteste, la politique des parcs nationaux de Marc Ravalomanana a montré une prise de conscience permettant l'émergence d'un pouvoir vert qui fut ensuite critiqué par un courant français obscurantiste et chauvin. Cela valut à Ravalomanana une sympathie internationale mais la vindicte des groupes miniers, des barons du bois de rose, comme des populations sans argent qui vivent dans les aires protégées.

Avouant sa faiblesse, le président sortant [a refusé la publication](#) d'un sondage [30] des intentions financé par la fondation allemande Friedrich Ebert [31], fine observatrice des méandres de la démocratie malgache. Ceci pourrait indiquer que Rajaonarimampianina n'est pas satisfait des chiffres qui lui sont attribués et qu'il a négocié une alliance avec Marc Ravalomanana. La garde de Ratsiraka fera beaucoup pour gêner ce rapprochement en proposant une troisième voie où les généraux n'auront pas dit leur dernier mot. Malgré de nombreux enjeux peu avouables, des candidats qui restent en retrait ou s'économisent, comptant sur l'usure des premiers partis dans une course qui coûte cher, l'achat des votes ne devrait pas suffire à trancher entre les candidats. Seuls peut-être échapperont à cette désillusion, les plus jeunes des électeurs qui n'auront connu dans le champ politique que la guerre des entrepreneurs politiques, Ravalomanana et Rajoelina. Faut-il encore qu'ils soient enregistrés sur les listes des inscrits.

Édition : Ariane Bernard

---

## NOTES

[1] Solofo Randrianja et Stephen Ellis, *Madagascar, a Short History*, Hurst, Londres, 2009, 316 p, p.208

[2] Adrien M. Ratsimbaharison, "The Politics of Labelling in International Relations: The Case of the So-Called "Coup d'Etat of March 2009" in Madagascar", *Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: F Political Science*, Volume 17 Issue 1 Version 1.0, 2017

[3] Ravalomanana is widely regarded as the most successful president in Madagascar's history and is running on a platform which aims to restore democracy, growth and the rule of law. Before he was deposed the country had a 7% + growth rate. This plunged to just 2% as the international community imposed post-coup sanctions. Madagascar descended into poverty and banditry with some warning it was in danger of losing its sovereignty. <https://www.dailymaverick.co.za/opinionista/2018-10-17-madagascar-heads-for-crunch-presidential-elections/>

[4] The first public statement of the French government on March 18, 2009, did not refer to, nor condemn any "coup d'état" happening in Madagascar (BBC News, March 18, 2009). On the contrary, the spokesperson of France's foreign ministry stressed that "France would continue its aid to the island and maintain its policy of co-operation" (BBC News, March 18, 2009). However, following the meeting of the EU on March 19, the French President, Nicolas Sarkozy, was constrained to align the French position to that of the EU, by referring to what happened as a "coup d'état," and by calling for elections as soon as possible (Lexpress.fr, 20 mars 2009). Nevertheless, in Madagascar, France was seen as the main supporter of the transitional government led by Rajoelina. Indeed, France sent its new ambassador to Madagascar the very next day after the so-called coup d'état, and this new ambassador was the first foreign diplomat to meet with Rajoelina (International Crisis Group, 18 mars 2010). Ibid, p. 13

[5] The Southern African Development Community (SADC) and African Union (AU) both suspended Madagascar's membership because of its official disapproval of coups. SADC launched an effort to mediate an end to the political crisis. Eventually it persuaded all the politicians to accept the so-called ni-ni solution to the bitter Rajoelina-Ravalomanana rivalry, whereby neither of them would stand in the 2013 poll. (<https://issafrica.org/iss-today/madagascars-hery-must-avoid-the-worst-plague-of-all>).

[6] Ibid

[7] The Malagasy people are poorer than ever: 92% now live on less than \$2 per day; 80% go to bed hungry or thirsty every night; one in every two children suffers from malnutrition and stunting; school enrolment has fallen dramatically with more than 600,000 children who should be in school not attending classes; and infrastructure – roads, hospitals, clinics and schools — falling into disrepair. Security – both physical and food – is under threat, and Madagascar experienced epidemics of the plague during 2017 and 2018.

[8] <https://www.africaintelligence.fr/.../vers-un-apres-hery-rajaonarima...>

[9] On June 11, 2018, a new national unity government was formed in Madagascar with Christian Ntsay as prime minister, in accordance with the May 25 decision of the Constitutional Court, the highest legal authority in the country. This new government is responsible for organizing the November 7 presidential election. [https://www.google.co.uk/search?q=Rajoelina+behind+the+national+union+new+government+in+Madagascar+2018+%3F&ei=hkHLW6HWA4ywa-6WOw&start=20&sa=N&gws\\_rd=ssl](https://www.google.co.uk/search?q=Rajoelina+behind+the+national+union+new+government+in+Madagascar+2018+%3F&ei=hkHLW6HWA4ywa-6WOw&start=20&sa=N&gws_rd=ssl)

[10] <http://geopolis.francetvinfo.fr/l-enigme-malgache-le-niveau-de-vie-de-la-population-baisse-depuis-1960-170983>

[11] Annah Zhu, Department of Environmental Science, Policy, and Management, University of California, Berkeley, "Hot money, cold beer: Navigating the vanilla and rosewood export economies in north-eastern Madagascar", *American Ethnologist*, Volume 45 Number 2, Mai 2018

[12] “There is no security of goods or of people,” Mr. Lomone said. “The system of justice is rotten. There’s total impunity. It’s like cocaine in Latin America. They get the little guys, but not the head.”  
<https://www.nytimes.com/interactive/2018/08/30/world/africa/madagascar-vanilla.html>

[13] Hery F. Randriamalala, «Étude de la sociologie des exploitants de bois de rose malgaches», MADAGASCAR CONSERVATION & DEVELOPMENT VOLUME 8 | ISSUE 1, JULY 2013, p.40

[14] Mr. Bathily visited the island last May to facilitate a dialogue between the country’s main political actors, including President Rajaonarimampianina and former heads of state Marc Ravalomanana and Andry Rajoelina. « The mission supported the facilitation of a Malagasy process to foster dialogue among key political stakeholders to create a peaceful environment for elections, in accordance with the Constitution, » Bathily said on 22 May in an interview with “Politically Speaking”, the online magazine of the UN’s Department of Political Affairs (DPA), after his trip to Madagascar.

[15] Admittedly, like many sub-Saharan African countries, Madagascar has a young demographic profile. However, 2010 United Nations estimates suggest that as of 2010 (the latest available figures), there were about 10.5 million Malagasy of eligible voting age (18+). That number has surely grown over the last three years, yet the electoral roll only contained 7.8 million names. In other words, between two and three million people who should have been eligible to vote were likely denied the possibility because of severely flawed voter registration procedures.

[16] Full provisional results will not be announced until November 8th, two full weeks after the polls close. There will be another delay before those results are certified. So far, that has not caused any problems. Hopefully the population will be able to sustain its patience, but the stakes are much higher in the second round.  
<https://africanarguments.org/2013/11/04/madagascars-democratic-transition-still-afloat-as-robinson-and-rajoelina-face-off-in-round-two-by-brian-klaas/>

[17] <https://africanarguments.org/2013/11/04/madagascars-democratic-transition-still-afloat-as-robinson-and-rajoelina-face-off-in-round-two-by-brian-klaas/>

[18] Some of the traders became enormously rich. A few even became kingmakers, helping finance a military coup in March 2009 that toppled Ravalomanana. Andry Rajoelina, the former mayor of the country’s capital, Antananarivo, came to power as head of a transitional government. Under his rule, trading became so pervasive that a proposed EU resolution noted the discovery of “a large, unexplained stash of rosewoods logs ... at the presidential palace.”  
<https://www.occrp.org/en/investigations/8480-the-fate-of-madagascar-s-endangered-rosewoods>

[19] Ibid

[20] A Cosmetic End to Madagascar’s Crisis? Africa Report N°218 | 19 May 2014, International Crisis Group

[21] Madagascar president challenges impeachment vote count, World News May 27, 2015 / 12:03 PM

[22] Anonymous 1, « Rosewood democracy in the political forests of Madagascar », Political Geography 62 (2018), pp. 170-183

[23] Randriamalala (2012) refers to this as “la bolabolacratie,” joining the French word “democratie” and the regional word for rosewood logs, “bolabola.”

[24] Anonymous 1, « Rosewood democracy in the political forests, op.cit. p.171

[25] “As a theoretical concept, rosewood democracy demonstrates neither an attempt at state-building at one extreme, nor a threat directly undermining the state at the other, but rather the shadowy politics through which an economic elite has entered a factious state, inciting mutiny from within.” Ibid, p.173

[26] “Indeed, the most notorious rosewood operator-turned parliamentarian described above reportedly not only voted for Hery’s impeachment, but paid other members of parliament to do the same, using what has become known in Madagascar as *vola miodina* e “rebel money” (Ratsiazo, 2014). Although Madagascar’s High Constitutional Court overruled the impeachment as unconstitutional, Parliament deemed the court’s ruling invalid and loggers in the northeast waited with anticipation.” Ibid, p. 180

[27] Levitsky, Steven and Lucan A. Way. 2002. “The Rise of Competitive Authoritarianism.” Journal of Democracy 13, No. 2, Avril, pp. 51-65.

[28] [http://www.web.pdx.edu/~mev/pdf/PS410\\_Readings\\_2014/Diamond.pdf](http://www.web.pdx.edu/~mev/pdf/PS410_Readings_2014/Diamond.pdf)

[29] <https://fr.allafrica.com/stories/201809070412.html>

[30] <https://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-6211289/Fury-Madagascar-bans-presidential-vote-opinion-poll.html>

[31]The state barred Antananarivo-based magazine Politika from publishing the results of the survey citing a threat to “public order,” the publication said in a statement on Wednesday. The poll was commissioned by Germany’s Friedrich Ebert Foundation. The head of Madagascar’s electoral commission, Hery Rakotomanana, had raised concerns about opinion polls on Tuesday, saying they were difficult to carry out because of disparities in voters’ levels of education and political awareness, Agence France-Presse reported.

Source : [https://legrandcontinent.eu/2018/11/22/madagascar-une-democratie-contrefaite/?fbclid=IwAR3eaGOnKDoecXDzWLqmm9GPuDprJ3DFemYtd0\\_DsKdqpNhGnLTQwdoeN8](https://legrandcontinent.eu/2018/11/22/madagascar-une-democratie-contrefaite/?fbclid=IwAR3eaGOnKDoecXDzWLqmm9GPuDprJ3DFemYtd0_DsKdqpNhGnLTQwdoeN8)